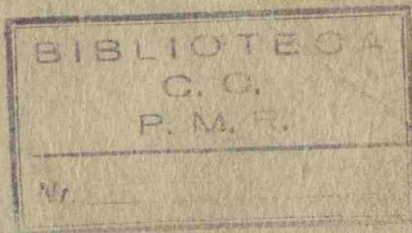


130

LOUIS BERTRAND
L'ACADÉMIE FRANÇAISE



HITLER



A. FAYARD & C^{IE} - PARIS

7433

~~BIBLIOTECA
C. C.
P. M. R.
Nr.~~

nr. de inv. ~~116075/60~~

~~7636/67~~

HITLER

OUVRAGES DE M. LOUIS BERTRAND

ROMANS

- Le Sang des races.* (ALBIN MICHEL, éditeur.)
La Cina. (ALBIN MICHEL, éditeur.)
Le Rival de Don Juan. (ALBIN MICHEL, éditeur.)
Pépète et Balthasar. (ALBIN MICHEL, éditeur.)
L'Invasion. (FAYARD, éditeur.)
Les Bains de Phalère. (FAYARD, éditeur.)
Mademoiselle de Jessincourt. (FAYARD, éditeur.)
La Concession de Madame Petitgand. (FAYARD, éditeur.)
Sanguis Martyrum. (FAYARD, éditeur.)
L'Infante. (FAYARD, éditeur.)
Cardénio. (ALBIN MICHEL, éditeur.)
Le Roman de la Conquête. (FAYARD, éditeur.)
Une Destinée, I : JEAN PERBAL. (FAYARD, éditeur.)
Une Destinée, II : LA NOUVELLE EDUCATION SENTIMENTALE.
(FAYARD, éditeur.)
Une Destinée, III : HIPPOLYTE PORTE-COURONNES. (FAYARD, éditeur.)

HISTOIRE, ESSAIS ET VOYAGES

- Louis XIV.* (FAYARD, éditeur.)
Histoire d'Espagne. (FAYARD, éditeur.)
Le Jardin de la Mort. (ALBIN MICHEL, éditeur.)
La Grèce du Soleil et des Paysages. (FAYARD, éditeur.)
Le Mirage Oriental. (PERRIN, éditeur.)
Le Livre de la Méditerranée. (PLON, éditeur.)
Saint Augustin. (FAYARD, éditeur.)
Les plus belles pages de Saint Augustin. (FAYARD, éditeur.)
Le Sens de l'Ennemi. (FAYARD, éditeur.)
Les Villes d'Or. (FAYARD, éditeur.)
Autour de Saint Augustin. (FAYARD, éditeur.)
Sainte Thérèse. (FAYARD, éditeur.)
Font-Romeu. (FLAMMARION, éditeur.)
La Riviera que j'ai connue. (FAYARD, éditeur.)
Le Livre de Consolation. (FAYARD, éditeur.)
Vers Cyrène, terre d'Apollon. (FAYARD, éditeur.)

CRITIQUE

- La Fin du Classicisme et le Retour à l'Antique.* (FAYARD, éditeur.)
Gustave Flaubert. (ALBIN MICHEL, éditeur.)

LOUIS BERTRAND

de l'Académie Française

HITLER

bl 277767

PARIS

ARTHÈME FAYARD & C^{ie}, ÉDITEURS

18-20, RUE DU SAINT-GOTHARD, 18-20

BUCURESTI

1155 389

583/04

RC234/12

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

CINQUANTE EXEMPLAIRES
SUR PAPIER VÉLIN PUR FIL DES PAPETERIES LAFUMA,
NUMÉROTÉS DE 1 A 50.

B.C.U. Bucuresti



C20043132

*Copyright by A. Fayard et C^{ie}, 1936.
Tous droits de reproduction, traduction
et adaptation réservés pour tous
pays, y compris la Russie.*

« ... Adolf Hitler est l'Allemagne,
l'Allemagne est Adolf Hitler... »
(Programme du *Reichsparteitag*, 1935).

AVANT-PROPOS

AVANT-PROPOS

On a longtemps déraisonné, en France, au sujet de Hitler et de l'hitlérisme. Et, bien qu'il se produise, en ce moment, chez nous, comme une vague détente, non pas précisément à son égard, mais à l'égard de l'Allemagne, on continue à déraisonner sur lui comme sur l'Allemagne elle-même.

On a commencé par ne pas le prendre au sérieux, puis par déclarer qu'il ne durerait pas. On a essayé de le ridiculiser, comme on avait fait pour Mussolini. On l'a traité de « peintre en bâtiment », comme on avait traité l'autre de « César de carnaval ». Or, ce « peintre en bâtiment », a non seulement fait une révolution, mais il a rendu à l'Alle-

magne, avec sa fierté nationale et sa confiance en son destin, sa force militaire et son prestige de grande nation. Il a déchiré les traités qui prétendaient la réduire à un perpétuel état d'infériorité, sinon d'esclavage. Il lui a reconquis sa liberté! Et il dure, il promet de durer longtemps encore! Alors, au lieu d'envisager ces faits avec l'attention et l'intelligence qu'ils méritent, nous préférons continuer à plaisantiner et, du moment qu'il dure et que nous n'y pouvons rien, à espérer sa chute, plus ou moins prochaine, à nous persuader qu'elle est inévitable et à tout faire pour la rendre telle, non pas par une action énergique, mais par des commérages et des considérations inopérantes.

*Nous sommes comme les Athéniens de la décadence, qui, devant les armements de Philippe, se bornaient à répéter des on-dits : « il est malade » ou « il est mort! » ou « il va mourir! ». Démos-
thène se moquait de ces braves patriotes qui ne comptaient que sur un bon*

rhume ou sur le boucon d'un empoisonneur pour se débarrasser de leur ennemi. Nous en sommes là! Nous accueillons avec allégresse les racontars de gens qui nous assurent que les finances du Reich sont au bord de la faillite. Or, elles ne se portent pas plus mal que les nôtres, qui sont sans cesse au bord de la dévaluation. On nous dit que les Allemands n'ont plus de beurre, plus de saucisson, plus de porc, plus de viande et que, bientôt sans doute, ils n'auront plus de pain. Or, ils préfèrent se passer de beurre et avoir des canons. Et ils ne sont pas, comme nous, des mangeurs de pain. On nous dit encore que la conscience chrétienne et catholique est en rébellion contre l'idéologie et les tendances du régime, et que cela ne peut que favoriser la désaffection des masses, déçues dans tous leurs espoirs et leurs appétits matériels. En attendant, les fidèles ne bougent pas, si quelques évêques ou quelques pasteurs font mine de protester. Et tout se passe, dans les

églises et dans les temples, comme si de rien n'était.

A quoi sert donc de remuer des idées de ce genre et de nous repaître d'illusions, ou d'espoirs à trop longue échéance? Ce sont pourtant ces idées et ces illusions que je retrouvais, tout récemment encore, dans un grave article de La Revue des deux mondes (1). L'auteur lui-même est si peu sûr que le manque de beurre et la révolte de la conscience chrétienne soient les prodromes d'une catastrophe prochaine, qu'il prend soin de nous répéter que la culbute finale n'est pas encore pour demain : « Il faudra du temps, concède-t-il, pour que la haine devienne révolte. » Mais, d'abord, qu'en savez-vous? Le pire, c'est de détourner l'opinion française de la considération du présent pour lui présenter un avenir des plus incertains.

(1) Cf. *Revue des Deux-Mondes*, du 15 décembre 1935 : « Le mécontentement allemand », par Robert d'Harcourt.

C'est de caresser des illusions dangereuses chez des gens trop portés à croire que l'adversaire est à bout. Ce qu'il importe, pour nous, de bien voir, ce n'est pas l'Allemagne révoltée de demain — si elle l'est jamais — c'est l'Allemagne obéissante et disciplinée d'aujourd'hui. Et enfin, le plus dangereux dans des considérations comme celles-là, c'est moins ce qui est dit que ce qui est sous-entendu : la croyance que, Hitler une fois renversé, les choses en iront mieux pour nous et pour la paix de l'Europe. Or, on ne voit pas ce que nous pourrions gagner au retour d'une Allemagne des Junkers ou d'une Allemagne bolchéviste. Et nous ne pouvons guère escompter que ces deux solutions. La plus vraisemblable serait l'avènement du bolchévisme chez nos voisins de l'Est. Mille grâces!...



Quelque chose de plus grave encore, chez la grande majorité des Français, c'est la persistance d'un état d'esprit arriéré, d'un véritable fossilisme politique, lequel consiste à croire que nous pouvons empêcher les Allemands d'avoir un gouvernement selon leur goût et, qu'enfin, nous pouvons organiser une Europe nouvelle, ou tout simplement notre propre sécurité, sans, ou contre l'Allemagne.

Toutes ces erreurs procèdent d'une ignorance présomptueuse, non seulement de l'Allemagne, mais de l'Europe moderne et, en général du monde extérieur : ignorance soigneusement entretenue par une presse imbécile et vénale, qui trompe ignominieusement le pays — ignorance qui s'épanouit avec une inconscience ou une imprudence scandaleuse chez ceux qui sont le plus im-

pardonnables de ne pas savoir : nos politiciens et nos gouvernants. C'est ainsi que la dernière guerre a été cuisinée et servie à la nation, imposée comme une nécessité inévitable, par des gens qui n'avaient rien fait pour l'éviter, encore moins pour la préparer. Dirigeants et dirigés ont été mis brutalement devant le fait accompli, ou voulu par des volontés occultes. Et ils ont marché aveuglément, après avoir tenté de négocier quand il n'était plus temps. Une succession de fautes commises dans l'inconscience et dans les ténèbres, nous ont conduits à la catastrophe. Voilà où mène une politique extérieure, abandonnée à des parlementaires ignares, hébétés par le souci de la réélection et incapables de rien voir en dehors des frontières de leur arrondissement.

La France n'a rien su des dessous de cette guerre, qui lui est tombée comme un aérolithe, et qu'elle a subie sans l'avoir cherchée. Pour se rendre compte de l'ignorance et de l'inconscience de la

~~4626~~



nation tout entière, il faut lire les mémoires des gouvernants d'alors : l'expression de leur ahurissement et de leur impuissance est, pour un Français patriote, quelque chose de profondément humiliant et douloureux.

Et, de même que la France n'a rien su des dessous de la guerre, elle n'a rien su des dessous de l'après-guerre. Après lui avoir cuisiné une guerre épouvantable et absurde, on lui a cuisiné une paix absurde et désastreuse. Et cette paix s'est bâclée dans la même ignorance et la même inconscience de la nation, à quoi il faut ajouter les plus puériles illusions. Rappelons-nous notre état d'esprit au lendemain de l'armistice de 1918. Nous venions de vivre quatre années d'angoisses et de deuils, nous avons traversé les pires dangers. Deux mois auparavant, nous avons frôlé la défaite finale et définitive. Et voilà que, tout à coup, avec la relève des Américains, le péril s'éloignait, la victoire se dessinait à l'horizon. Ce fut du délire. La terreur ger-

manique n'était plus qu'un mauvais rêve. Finie, cette Allemagne qui avait failli nous mettre le pied sur la gorge, qui avait couvert notre sol de ruines et d'affreux carnages! Nous nous persuadâmes que, grâce à notre deuxième rétablissement sur la Marne, grâce à nos alliés, grâce enfin au Traité de Versailles, non seulement tout danger était conjuré, mais qu'il n'y avait plus d'Allemagne.

N'était-elle pas désormais réduite à l'impuissance, à la famine, à la mendicité? N'était-elle pas écrasée par les milliards des réparations, obligée de subir la présence de troupes d'occupation qui la tenaient à merci, réduite par les clauses militaires du Traité à un état d'infériorité, pour ne pas dire de faiblesse perpétuelle? Des surveillants qui, suprême maladresse, étaient surtout Français, devaient veiller à l'exécution intégrale de ces clauses. Enfin, déclarée responsable de la guerre, elle était mise au banc de pénitence de l'Europe, et même

de l'Univers. Pour la première fois, une flétrissure morale intervenait dans un traité de paix.



Il faut bien le reconnaître : jamais nation vaincue n'avait été soumise à un pareil traitement. Les vainqueurs lui interdisaient jusqu'à la possibilité du relèvement.

Hâtons-nous de reconnaître aussi que, s'ils avaient été les vainqueurs, les Allemands nous eussent certainement imposé des conditions semblables ou mêmes pires. Mais ils ne l'ont pas été, ils ne l'ont pas fait. C'est nous et nos alliés qui avons imposé ces conditions, sans exemple dans l'histoire, sinon peut-être au temps des Sennachérib et des Tamerlan.

Du point de vue de la justice et de la raison, on doit réprouver ces écrasements collectifs de tout un peuple, de

toute une race, de toute une civilisation : il est bon de le rappeler, aux Allemands surtout, qui n'ont que trop tendance à ces procédés brutaux et sommaires. Mais j'admets, dans certaines circonstances, les nécessités de la guerre et la loi du plus fort. Nous pouvions imposer à notre ennemi ces dispositions draconiennes, si nous avons été réellement les plus forts. Or, nous ne l'étions pas. Nous avons besoin de nos alliés pour faire respecter ces conditions. Et ces alliés, dont les intérêts étaient très différents des nôtres, n'entendirent nullement soutenir nos prétentions. Ils nous plantèrent là. Nous restions seuls devant une Allemagne qui, tout de suite, ne rêva que de revanche.

Les choses étant ainsi, nous avons deux partis à prendre : ou nous maintenir sur un pied de guerre intensif, ou nous réconcilier, dans notre intérêt à tous deux, avec l'ennemi de la veille (Et nous avons alors la partie belle!). Nous ne fîmes ni l'un ni l'autre. Nous infl-

geâmes aux Allemands d'inutiles et dangereuses humiliations, comme l'occupation de la Ruhr (système Poincaré). Ou nous leur fîmes d'inutiles et maladroites concessions (système Briand). Humiliations et concessions aboutissaient en somme au même résultat. Elles exaspéraient le ressentiment de l'Allemagne contre nous, par cette prétention que nous n'abandonnions point, nous qui n'étions pas les plus forts, de la maintenir en perpétuel état d'infériorité. Car toutes les concessions consenties par nous, laissaient subsister la clause essentielle de ce qu'ils appelaient le « diktat » de Versailles : à savoir, la défense de s'armer au delà d'un certain chiffre.

Or, l'Allemagne s'armait, au contraire, à notre nez, tandis que nous nous épuisions en chicanes de juristes, que nous accordions de mauvaise grâce des concessions, toujours jugées insuffisantes, et que nous nous livrions à tout un vagabondage de pactes de sécurité, aussi ridicules qu'onéreux et inefficients.



Il faut être forts pour être inexorables. Il faut être forts, même seulement pour faire respecter la lettre des traités. C'est devenu un cliché de la polémique que de reprocher à notre gouvernement l'évacuation de la Ruhr, ou l'abandon de Mayence. En pouvait-il être autrement? Au moment de la Ruhr, j'ai entendu un maréchal de France nous déclarer : « Notre armée est réduite à l'état squelettique! » Pour tenir les têtes de pont de l'ennemi, il semble qu'il faille avoir derrière soi de forts contingents, prêts à partir, à la moindre alerte. Était-ce alors notre cas? Vers la fin de 1934, j'ai assisté, en Sorbonne, à une manifestation démente au sujet de la Sarre. La conclusion de cette manifestation, c'était la guerre : y étions-nous prêts?...

Certains s'imaginent que nous aurions pu arriver à nos fins, en ramenant l'Al-

Allemagne à un état de division radicale et définitive, plus complète qu'au moyen-âge, sous l'autorité du Saint-Empire, ou que sous l'hégémonie prussienne. Illusions de chartistes ou de nationalistes arriérés, qui croient possible, aujourd'hui, ce qui l'a été à peine sous Louis XIV et Napoléon : dislocation des Allemagnes, Bavière indépendante, constitution d'une Rhénanie autonome, ou rattachée à la France... Oui, peut-être, si nous avions eu nos alliés avec nous. Mais l'Angleterre n'avait aucun intérêt à nous délivrer d'une rivale qui absorbe jusqu'à l'épuisement, presque tout l'effort de notre activité. Il fallait, pour nous occuper, pour nous affaiblir et nous rendre inoffensifs à d'autres, que l'Allemagne intacte subsistât en face de nous comme une menace perpétuelle.

Supposons pourtant que nos alliés nous eussent laissé carte blanche contre le vaincu; qu'ils nous eussent même aidés à le diviser et à l'écraser : croit-on

que ce bel ouvrage eût pu durer bien longtemps? Il ne faut pas connaître l'Allemagne pour s'imaginer qu'un peuple de soixante-cinq millions d'hommes, conscient de ce que l'unité de l'Empire lui a valu de force et de prestige, aurait jamais pu se résigner à cette division, génératrice de faiblesse et d'un état perpétuel d'infériorité?

Mais à quoi bon raisonner sur ce qui n'est pas, sur ce qui n'a pas pu être! Le fait incontestable, à l'heure présente, c'est que notre victoire, momentanée, peut être, d'un jour à l'autre, remise en question : Nous sommes devant une Allemagne plus unifiée, plus centralisée qu'elle ne l'a jamais été, et redevenue une puissance militaire de premier ordre.



L'actuel chancelier allemand, Adolf Hitler, a mis son nom sur cette œuvre de relèvement. Quelle est au juste sa part dans ce grand mouvement collectif de régénération, il est difficile de le dire. Mais il est certain aussi que le résultat est dû, pour une part considérable, à l'action qu'il exerce sur les foules, à son influence personnelle.

De ce chef, il est exécré cordialement par un grand nombre de Français, qui le considèrent comme un monstre et qui lui reprochent une foule de choses très vilaines, et notamment sa perfidie, son infidélité aux traités, ses armements qui démentent ses déclarations pacifiques.

C'est affaire aux moralistes de juger l'homme et sa conduite. Nous ne nous occupons ici que de politique, en constatant avec douleur que la politique et

la morale sont, dans la réalité, assez étrangères l'une à l'autre. Cela est ainsi. Il faut en prendre son parti, tout en restant fermes sur les grands principes de la morale privée et internationale. Louis XIV, qui n'avait pas d'illusions à cet égard, disait dans ses instructions au dauphin : « En se dispensant d'observer les traités, à la rigueur on n'y contrevient point, parce qu'on n'en a point pris les paroles à la lettre, quoiqu'on n'ait pu employer que celles-là. » N'est-ce pas une belle naïveté que de reprocher à Hitler d'avoir déchiré les clauses militaires du Traité de Versailles, dès qu'il l'a pu impunément? Depuis quand respecte-t-on un traité, qu'on a dû signer, le couteau sur la gorge? Nous-mêmes n'avons-nous pas déchiré le Traité de Francfort, dès que nous l'avons pu, par la force de nos armes?

Nous reprochons surtout à Hitler certaines phrases de *Mein Kampf*, dirigées contre notre pays. Ces phrases ont été démenties par lui, mais non effacées,

nous dit-on, des nouvelles éditions de son livre. Or, nous oublions ou feignons d'oublier que ce livre date de quinze ans, et qu'à cette époque la France pouvait être considérée effectivement par l'Allemagne, comme sa grande ennemie. Les circonstances ont changé et elles peuvent changer encore : ce qui explique l'attitude du Führer à l'égard de notre pays. Il peut être aussi sincère en 1936, lorsqu'il nous offre une entente qu'il l'était en 1921, lorsqu'il parlait de régler son compte à la France. En politique, et surtout avec les Allemands, il faut nous habituer à des sincérités successives, commandées par les événements et par des situations qui n'ont jamais été plus instables qu'en ce moment. C'est être de mauvaise foi que de rejeter à Hitler des phrases écrites depuis si longtemps, que lui-même désavoue et qui, d'ailleurs, ne peuvent plus être vraies aujourd'hui, à moins que, par notre faute, elle le redeviennent. Mais les Allemands, à leur tour, nous font grief

de la mauvaise foi de notre presse; à quoi nous répondons par des récriminations contre la leur : « On ne peut pas se fier aux Allemands! » Tout cela est enfantin. Il est de la dernière imprudence de se fier aux gens avec lesquels on se voit obligés de traiter. Dans notre candeur, nous voudrions être sûrs que nous ne serons pas roulés par notre partenaire. C'est trop demander, vraiment. Quand on joue ce jeu-là, on doit toujours s'attendre à être roulés et faire l'impossible pour ne pas l'être, surtout quand on n'est pas libres d'accepter ou de refuser le jeu.

Enfin, c'est un argument journalistique, un cliché de polémique, que d'opposer aux déclarations pacifiques du Führer les armements formidables et continus de l'Allemagne : à quoi il est trop facile, pour celle-ci, de répliquer qu'elle est entourée d'ennemis et que nous avons tout fait pour le lui persuader, non seulement en essayant d'orga-

niser la ridicule *Petite-Entente*, mais en signant un traité avec les Soviets.

Je sais que, là-dessus, on peut discuter à perte de vue. La seule chose qui importe, pour l'instant, c'est de voir, non pas absolument ce qu'est notre adversaire, mais ce qu'il représente pour nous, et la conduite que nous dictent les directives suivies par lui et les desseins qu'il laisse entrevoir. En d'autres termes, devant l'Allemagne hitlérienne, qu'avons-nous à faire? Et, de ce mouvement, né et développé malgré nous, quel parti pouvons-nous tirer pour notre moindre dommage, ou notre plus grand bien?

Il ne s'agit donc pas, dans les pages qui vont suivre, de satisfaire la curiosité ou la badauderie du lecteur, en lui apportant des détails inédits sur Hitler, sur son caractère et sa vie privée. Il ne s'agit pas non plus de l'hitlérisme en soi et en tant que doctrine politique allemande. Il ne s'agit de celui-ci et de celui-là que dans la mesure où ils nous inté-

ressent, nous Français. C'est uniquement du point de vue français et de l'intérêt français que nous allons les considérer.

I

COMMENT J'AI VU HITLER

I

COMMENT J'AI VU HITLER

La personne de Hitler reste, pour nous, comme enveloppée d'un nuage. Un héros de la mythologie germanique ou scandinave, dont on n'aperçoit que la lance, l'épée ou le casque.

La presse mondiale a beau nous parler de lui, sa personnalité ne se dégage pas de cette brume nordique. Ses biographies, ses propres mémoires ne laissent devant nos yeux qu'une physionomie un peu imprécise, une individualité médiocrement marquée. Après tout, ce n'est pas l'individu Hitler qui nous intéresse, c'est l'œuvre sur laquelle il a mis son nom, c'est la grande force collective qu'il représente.

Et pourtant on ne se résigne pas à ce vague, à cette imprécision. On voudrait percer le secret d'une telle réussite, d'une fortune aussi prodigieuse.



Résumons à grands traits ce que le monde sait de lui.

C'est un Autrichien, mais des marches bavaroises. Il naît le 10 avril 1889, à Braunau, sur les bords de l'Inn. Il suit son père, petit fonctionnaire des douanes à Passau et à Linz. En somme, toute son enfance et son adolescence se passent en pays allemand. C'est un homme de la frontière. Et, comme tous ceux de la frontière, il a plus que les autres Allemands le sens de la race et le sens de l'ennemi.

Elevé sévèrement, enfance contrariée, il devient orphelin de bonne heure,

il connaît la gêne et même la misère. Tout cela n'est pas mauvais pour tremper une énergie. Les premiers signes de vocation qu'il donne sont pour le dessin et la peinture : plus tard, il se persuadera, ou on lui persuadera que sa vraie carrière, c'est l'architecture. Et tout cela est assez significatif et assez frappant chez un futur homme d'Etat : ce goût de la forme et de la construction, cet instinct de se représenter le réel pour l'ordonner et le construire. Orphelin à quinze ans, il se rend à Vienne, dans l'espoir d'y utiliser ses talents de dessinateur et d'aquarelliste. Il n'y réussit pas. Mais ce séjour à Vienne exerce une influence profonde sur l'orientation de ses idées. Il y assiste à la décadence d'un empire fait de pièces et de morceaux, où le germanisme est menacé par la poussée des races concurrentes, où les Allemands sont noyés dans une mêlée de Tchèques, de Polo-

nais, de Hongrois, de Ruthènes, de Serbes, de Croates, de Juifs. Le raciste qu'il deviendra y prend ses premières leçons. Il y voit une juiverie toute puissante, et, à côté d'une social-démocratie manœuvrée par les Juifs, il assiste aussi aux réactions vigoureuses d'un anti-sémitisme catholique. Rien de tout cela ne sera perdu pour lui.

Il arrive à Munich en 1912, à la veille de la guerre, qui le surprend au milieu de théories racistes et nationalistes encore confuses. Il s'engage comme volontaire dans un régiment bavarois, est blessé en 1916, puis gazé, en 1918, dans le secteur d'Ypres, au point qu'il manque de perdre la vue. Il est en traitement dans un hôpital poméranien, lorsque la révolution éclate avec l'armistice. Il pleure de honte devant une humiliation aussi totale. Désormais, sa voie est tracée. Il fera de la politique, il travaillera au relèvement de l'Allema-

gne. Et c'est ainsi qu'il revient à Munich, comme à sa patrie d'élection. Il y entre en relations avec Gottfried Feder, le théoricien du « mouvement ouvrier allemand », première ébauche du national-socialisme. Il parle dans les réunions de ce groupement, on ne peut plus chétif à ses débuts : il a des auditoires de vingt ou vingt-cinq personnes. Mais il y prend l'habitude de la parole, il se forme comme orateur de réunions publiques et, bientôt, comme entraîneur de foules. Mais les foules appartiennent encore, en grande majorité, au marxisme international. Il faut vaincre le marxisme pour refaire la patrie.

Alors, commence pour Hitler une période de luttes, où il côtoie les plus grands dangers, où il risque sa vie. Dès 1921, le parti national-socialiste a un programme. Il s'agit de l'amener à vaincre autant par la persuasion que par la violence. A la terreur marxiste Hitler

oppose une autre terreur. Il envahit les syndicats de l'adversaire et, peu à peu, ayant conquis les masses, il peut espérer réussir par les voies légales. Des votes massifs, des plébiscites triomphaux lui donnent raison. Aidé par toute espèce de complicités politiques, il devient un véritable dictateur. En 1934, il prend, en qualité de Führer et de chancelier du Reich, la succession du président Hindenburg. En 1935, il déchire définitivement le traité de Versailles et, avec le resserrement de l'unité nationale, il rétablit l'armée de l'Empire. C'est plus que la victoire, c'est l'apothéose.

En quinze ans, le petit orphelin de Braunau est devenu le chef incontesté, — et plus absolu que les anciens souverains de l'Europe, — d'une nation de soixante-cinq millions d'hommes : à peu près le temps que Bonaparte avait mis pour ceindre la couronne impériale.



Dans le courant de septembre de l'année dernière, j'eus l'occasion de voir de près, — et pendant toute une semaine, — le héros de cette extraordinaire aventure. C'était pour les fêtes du *Reichsparteitag* ou Journée du parti d'Empire, qui dura sept jours pleins. Occasion unique pour considérer l'homme public qu'est Hitler en contact et en communion avec son peuple. Je ne voulais pas la manquer. Un tel spectacle doit intéresser au plus haut point un Français et j'ajoute aussi l'observateur professionnel que je suis. Comme il est toujours facile de calomnier les intentions les plus louables, il faut bien que je dise que je ne suis pas hitlérien : un Français hitlérien me paraîtrait une belle absurdité. Mais il faut s'attendre à toutes les sottises. J'ai été à Nuremberg,

uniquement pour voir, pour me rendre compte : ce qui est le devoir de tout patriote pouvant exercer une action quelconque sur l'opinion. Je me borne à rapporter ce que j'ai vu et à commenter mes impressions.



On sait que Nuremberg est devenu en quelque sorte la Mecque du national-socialisme allemand et que, tous les ans, pendant une semaine, l'Allemagne entière y célèbre la victoire du parti.

Il est certain que le choix de Nuremberg pour cette solennité est des plus heureux. Et d'abord c'est une ville d'art et une fort belle ville. Je ne partage pas pourtant toutes les admirations des Allemands à son égard. Si elle offre des parties charmantes, — et notamment les quais et les ponts de la Pegnitz, — elle

ne compte, en somme, aucun monument de premier ordre. Et il faut bien avouer que l'abus des stylisations gothiques, toutes ces maisons modernes qui sont des pastiches plus ou moins poussés du xv^e ou du xvi^e siècle, nuisent aux édifices et aux vieilleries authentiques. Quoi qu'il en soit, l'atmosphère y est certainement plus cordiale qu'à Berlin et l'aspect général plus aimable.

Mais, à côté de la ville ancienne, le Parti s'est construit une ville sainte à son usage exclusif, — une ville où tout est colossal, avec des arènes, des champs de manœuvre, des salles de réunion et de conférences, de théâtre et de concert. Il y a déjà le Stadion, la Luitpold Arena, la Luitpold Halle, la Zeppelin Wiese, en attendant le Palais du Congrès, qui doit être quelque chose de formidable, une construction à la romaine, le chef-d'œuvre du colossal-germanique. La façade doit avoir 260 mètres de long. La salle

principale contiendra 60.000 hommes. Et, à côté de cette salle gigantesque, il y en aura de plus petites, — entre autres, une salle de réunion pour un millier de personnes, une salle de musique pour 3.000 auditeurs... Tout est à l'avant.

Au saut du train, on nous remet entre les mains le programme des fêtes, qui est, lui aussi, quelque chose de formidable : sept jours entiers de défilés, de parades militaires, de fanfares, de concerts, de représentations théâtrales, de retraites aux flambeaux. Au milieu de tout cela, un torrent de discours, parmi lesquels ceux du Führer, qui doit parler tous les jours et, souvent, plusieurs fois par jour. La ville tout entière est plantée de drapeaux rouges, d'immenses étendards, au centre desquels la croix gammée se détache en noir sur fond blanc et où se retrouvent ainsi les anciennes couleurs de l'Empire : façon

symbolique de rattacher la révolution à la tradition de l'Allemagne impériale. Volonté nettement affirmée de ne pas rompre avec le passé. Et chacun porte à la boutonnière la plaque du Parti pour l'année 1935 : effigie de Hitler entre celles d'un garde d'assaut et d'un soldat casqué, le tout sommé de la croix gammée et de l'aigle de l'Empire. Et l'on vous explique que ces deux figures représentent les deux colonnes du régime : à savoir la puissance politique du Parti et la nation en armes. Le tout signifie, paraît-il, que « Adolf Hitler est l'Allemagne et que l'Allemagne est Adolf Hitler ».



On nous assure qu'il y a, en ville, douze cent mille étrangers, déversés sans arrêt par des trains qui arrivent de toutes les régions du pays.

Ce qui est certain, c'est que, pendant ces journées, j'ai assisté à un défilé militaire pour ainsi dire ininterrompu : image d'une nation tout entière militarisée. Cette levée de pelles, ce fourmillement de baïonnettes emplissant les rues pacifiques de la vieille cité des maîtres-chanteurs, ce bruit de bottes martelant le pavé pendant des heures et des heures, ces hommes de tous âges et de toute condition, en tenue de campagne, équipés et prêts à partir, en rangs serrés, en files profondes, interminables, — c'était quelque chose d'affolant et d'accablant. C'était la mobilisation de tout un peuple.

On ne peut pas dire que ces hommes, qui chantaient, qui avaient une fleur à leur casque ou à leur képi, étaient joyeux. On sentait la fatigue sur les visages, presque tous fermés et inexpressifs : en les voyant, le mot de « gré-gaire » venait naturellement aux lèvres

d'un Français. Ils ne semblaient pas précisément être à la fête. Mais une discipline rigide était empreinte sur toutes les figures et réglait tous les mouvements. Acceptaient-ils tous cette discipline, étaient-ils pleins de « fidélité au Führer et de foi en sa mission », comme l'affirmaient les chefs du parti? Ce que je sais, c'est que l'enthousiasme des foules faisait un étrange contraste avec cette discipline farouche et muette. Et pourtant, cet enthousiasme lui-même paraissait discipliné. Rien de comparable aux foules françaises, où des mouvements spontanés, des cris individuels percent toujours. C'était la ruée formidable et réglée d'un élément. Dès que le passage du Führer était annoncé, des trombes humaines se précipitaient au-devant de lui. Des acclamations s'élevaient, au-dessus de cette mer mouvante, se perpétuaient en un roulement de tonnerre. Là, véritablement, il y

avait un élan, un élan de cœur jailli de toute cette foule. Je puis dire que jamais je n'avais assisté à un pareil délire. Et je me demande quel souverain, quel héros national a été acclamé, adulé, chéri et idolâtré autant que cet homme, ce petit homme en chemise brune, qui, suivi de son cortège, comme un souverain, a toujours l'air d'un ouvrier.

C'est bien autre chose que de la popularité : c'est de la religion. Hitler, aux yeux de ses admirateurs, est un prophète, il participe de la divinité. J'ai reçu d'Allemagne des lettres de gens du peuple, où il était exalté comme l'Elu de Dieu et le chef-d'œuvre de la création...



Après l'énormité de la figuration et le caractère démesuré de cette parade militaire, la magnificence de la mise en

scène, l'art parfait qui présidait au décor, comme à l'évolution harmonieuse de toutes ces masses. Tout était ordonné comme un colossal opéra. Je puis dire qu'en ce genre je n'ai rien vu de plus beau.

Le soir de mon arrivée, j'ai assisté, au Grand Théâtre de Nuremberg, à une représentation de gala des *Maîtres-Chanteurs*. Hitler était là, entouré de son état-major, la salle pleine des notabilités du Reich, d'invités et de tout un public d'élite. Grande simplicité des costumes, des uniformes et même des toilettes féminines. Mais une tenue exemplaire, un recueillement, comme dans une église, et, en fait d'exécution, tout ce qu'on peut rêver au pays de Wagner. Eh bien, le spectacle, l'atmosphère, que j'avais trouvés là, devant ce public choisi, je les ai retrouvés, sur une échelle infiniment plus grande, et à une puissance centuplée, dans toutes les cé-

rémonies et manifestations auxquelles j'ai pu assister. Cela conservait un caractère populaire, ainsi qu'il convient dans la ville du cordonnier Hans Sachs. Et cependant cela prenait une noblesse par la piété patriotique, la ferveur et le silence recueilli des foules. C'était énorme et colossal et cela restait grandiose. Pas trace de vulgarité, rien qui rappelât le débraillé, la grossièreté bruyante de nos réunions démocratiques.

Même simplicité dans la décoration des salles : des tentures rouges, sur le fond desquelles se détachent, en relief argenté, des croix gammées alternant avec des aigles, non plus l'aigle bicéphale du défunt Empire, mais l'aigle semi-latine du Saint-Empire romain-germanique : l'emblème de la révolution à côté de celui de la monarchie. Quel plus éloquent symbole de la pérennité de l'Empire et de la Race ! Les

Allemands gardent jalousement les moindres reliques de leurs traditions nationales. L'aigle de Barberousse voisine avec la croix gammée de Hitler. Nous autres, nous avons jeté nos fleurs de lys à la voierie.

Partout une profusion d'étendards et d'oriflammes : aux fenêtres, le long des rues, sur les monuments publics, au bord des routes. On trouve même qu'il y en a trop. C'est une orgie de drapeaux rouges, qui écrasent complètement ceux de la social-démocratie. Ah! vous voulez des drapeaux rouges, messieurs les socialistes et messieurs les communistes! On va vous en donner! On va vous noyer dans le rouge, on va vous en fourrer à vous rendre fous-furieux!... Il faut avouer cependant que les organisateurs de ces fêtes ont su tirer de ces drapeaux réunis en masse des effets extraordinairement décoratifs. Ce que j'ai contemplé de plus étonnant, en ce

genre, c'est, le vendredi 13 septembre, sur la Zeppelinwiese, la marche processionnelle de 20.000 étendards, représentant les groupements nationaux-socialistes de toutes les villes et de toutes les provinces d'Allemagne. Ce stade est immense. Il peut contenir des centaines de milliers de spectateurs. Ce jour-là, il était plein, au point que la masse compacte des assistants se confondait avec les terrains avoisinants et donnait l'impression de champs cultivés à perte de vue, où les files humaines semblaient les sillons tracés au milieu des glèbes par la charrue. Au centre de cette esplanade géante, entièrement recouverte par des troupes en armes, une avenue large comme le lit d'un fleuve, qui se perd dans les lointains de l'horizon... Tout à coup, un orchestre wagnérien invisible remplit tout l'espace de sonorités triomphales : c'est la marche des *Niebelungen*... Et voici que, du fond de la

prairie, tout au bout de l'avenue qui conduit à la tribune du Führer, une bande de pourpre se lève comme celle qui annonce le soleil dans un ciel matinal. Ce sont les vingt mille étendards qui s'ébranlent. Rythmé par la musique triomphale, le flot monte, déferle, s'étale en une vaste nappe rouge, s'arrête brusquement, d'un seul mouvement. Et, d'un seul même mouvement, les vingt mille étendards se dressent, grandes fleurs de pourpre, et s'abaissent en une salutation unanime devant la minuscule silhouette, en chemise brune, à peine discernable là-haut, au sommet de la tribune, — et qui représente le maître de la Troisième Allemagne...

Cette mince silhouette brune, je l'ai revue, le lendemain, descendue de son piédestal, assistant sur le stade à un autre défilé, celui des travailleurs enrégimentés. Le défilé, formidable par le nombre et par la discipline, dura des

heures. Le Führer était là, debout sur sa voiture et, le bras tendu, pendant des heures, immobile, inlassable, il saluait l'armée des travailleurs, qui, ce jour-là, était l'Allemagne en armes. Et ce petit homme, le bras tendu, en cette salutation, qui avait l'air d'un geste souverain, ce petit homme, sans couronne, sans dalmatique semée d'abeilles d'or, sans bâton de commandement, évoquait la silhouette impériale de *La Distribution des Aigles...*



Ce qui m'a le plus frappé, au cours de ces manifestations guerrières, c'est le caractère pacifique qu'elles semblent observer comme une consigne. De toutes ces foules, de ces centaines de milliers d'hommes, exaltés par les plus véhémentes prédications nationalistes, je

n'ai pas entendu s'élever un cri de guerre, ou un cri de haine contre qui que ce soit, — pas même contre les Juifs. Et ce qui me frappe encore plus, moi qui ai passé une partie de mon enfance et de mon adolescence en Alsace-Lorraine, moi qui me rappelle l'arrogance hautaine de l'officier allemand dans les rues de Metz et de Strasbourg, c'est la disparition, dans cette armée nouvelle, du genre et de l'esprit hobereau. Manifestement, l'armée comme la rue, s'est démocratisée. Est-ce le militaire, est-ce le civil qui a disparu? On ne sait plus. Tout le monde porte l'uniforme et les bottes. En ces jours de fêtes, une même liesse bourgeoise semble confondre les rangs et les classes. Les brasseries et les restaurants regorgent de gens attablés qui vident des litres de bière et qui s'empiffrent de saucisses. Cette débauche, elle-même on dirait qu'elle est réglée, elle aussi. Pas de rixes,

pas de braillards, pas un cri ou un geste discordant. Cette foule placide ne s'anime que lorsque le passage du Führer est signalé. On se lève tout à coup, on s'écrase pour le voir et pour l'acclamer.

D'ailleurs, il est partout. Il se montre généreusement, en voiture découverte. Il est sans cesse en contact avec la masse populaire. Et non seulement il répond à ses ovations, mais il lui parle, il la harangue tous les jours et même plusieurs fois par jour. Pas de cérémonie, pas de réunion sans que le Führer parle...

Quand il apparaît, suivi de son cortège, soit en plein air, soit dans une salle de réunion, je remarque, sur son dur visage, une contraction nerveuse qui lui tire le coin des lèvres et, en même temps, comme une expression hagarde et menaçante dans le regard : c'est peut-être le garde-à-vous du lutteur qui entre

dans l'arène et qui, brusquement, se trouve face aux bêtes, — ou la réaction instinctive de l'homme traqué qui peut toujours s'attendre à la bombe ou au revolver. Mais cela dure une seconde à peine. Tout de suite, le visage se détend, il devient même souriant à la rencontre de figures amies ou connues. Et c'est, au passage, un geste amical de la main, un petit salut de la tête... On a l'impression d'un homme résolu, qui va droit à son but, sans peur, sans hésitation, — un homme très courageux et très simple. Cette simplicité surtout est saisissante. D'abord celle du costume : tête nue, en uniforme, comme un soldat du Parti, les bottes aux pieds, en vareuse, régates et col mou. Puis, simplicité de l'allure et des façons. Je songe, par contraste, à d'autres dictateurs. Pas ombre de cabotinage, chez ce petit ouvrier qui va parler au nom de l'Allemagne et que trois cent mille auditeurs regardent.

Le voilà devant le micro. Même simplicité dans son langage que dans son attitude. On m'avait vanté son éloquence, on me l'avait donné comme un grand orateur. J'ai peur d'en mal juger. Bien que je sois tout près de lui, sa voix me revient déformée par les haut-parleurs. Elle me paraît âpre et sourde. Mais c'est peut-être l'allemand qui me produit cet effet. En tout cas, un beau dédain de l'artifice oratoire. La gesticulation est sobre, presque nulle. Hitler parle, les deux mains croisées sur sa veste, comme un prédicateur en chaire. Il parle longtemps, longtemps, au point que je m'étonne de la patience et du silence religieux de cet innombrable auditoire. Il ne lui fait aucune concession de flatterie, ou de vulgarité. Il dit des choses sérieuses, substantielles, qu'il réussit à faire écouter, à force d'obstination et de foi. Et puis, tout à coup, il s'échauffe, il crie comme un orateur po-

pulaire, — et c'est un déchaînement d'enthousiasme à travers tout le stade, une longue houle d'applaudissements, un tonnerre d'acclamations, auxquelles il manque peut-être la spontanéité, la note individuelle de chez nous. L'énormité du bruit remplace l'accent.

Le voilà donc dans sa fonction essentielle, cet homme qui a osé assumer la tâche terrible de conduire tout un peuple. Comment comprendre un pareil ascendant sur les foules ? Les gens qui veulent tout expliquer disent qu'il a « le charme » ou qu'il a « le fluide ». Je n'ai senti, chez Hitler, ni l'un ni l'autre. Je constate qu'il plaît : voilà tout. Il plaît par son extrême simplicité, par une absence totale de pose, un air camarade et sans doute aussi par la rude énergie empreinte sur sa figure et qui annonce le chef en même temps que l'homme sorti du rang. Le chef-né, d'où qu'il vienne, de si bas qu'il soit parti, n'est jamais un

individu vulgaire. Hitler est parti d'un milieu petit-bourgeois, il a traversé les milieux ouvriers : cela se sent. Mais on sent aussi en lui l'espèce de distinction propre à l'homme de commandement. Hitler a, au suprême degré, cette distinction-là. Il a même aussi quelque chose de la distinction ordinaire. Je le regarde évoluer, saluer, causer avec ses voisins, ou, tout simplement, écouter. Un prince de la Maison impériale vient à passer. Si je ne le savais pas, je devinerais tout de suite lequel des deux est le dictateur : j'hésiterais à désigner le prince.

Au premier abord, le Führer apparaît donc comme assez ordinaire. Mais qu'il s'avance au bord de l'estrade, pour parler, ou qu'il se tienne debout sur son automobile, pour saluer la foule, ou les milices du Reich, alors c'est un autre homme : « ceint du flamboiement des yeux fixés sur lui », il est transfiguré.

Devant l'Allemagne qui l'acclame, il devient l'Allemagne elle-même : il lui renvoie sa propre image transfigurée, elle aussi, et magnifique. Ce n'est plus lui qu'on voit, c'est soixante-cinq millions d'hommes secoués par la joie de renaître, en proie au vertige de toutes les grandeurs et s'acclamant eux-mêmes en sa personne.

Nous étions là quelques Français qui regardions, le cœur serré et pourtant bouleversés par la beauté d'un tel spectacle. Et nous nous disions : « Pourquoi ne voit-on rien de pareil chez nous?... Ces multitudes, cette discipline, cette unanimité surtout qui donne l'idée d'une force invincible!...

II

COMMENT ON DEVIENT
UN DICTATEUR

II

COMMENT ON DEVIENT UN DICTATEUR

Pour s'expliquer, dans une certaine mesure, la fortune paradoxale de Hitler, il faut se représenter l'état de l'Allemagne, au lendemain de l'armistice.

Désorganisation de l'Etat, ruine publique, famine et misère, plus d'armée. Et, au milieu de tous ces maux, menaces de séparatisme, agissements de l'étranger, dislocation imminente de l'Empire. L'anarchie du pouvoir, en contraste avec les menées divergentes d'un pullulement d'associations plus ou moins secrètes. Le plus humiliant pour une nation si fière, habituée à se considérer comme la première de l'Europe, c'était

la présence de l'envahisseur. Et, parmi ces troupes d'occupation, les plus péniblement supportées par l'opinion allemande, ce furent nos troupes noires. Il est évident que l'Allemagne fait tout ce qu'elle peut pour discréditer nos contingents coloniaux, comme elle n'a cessé de diffamer notre Légion étrangère, parce que ces contingents constituent un renforcement considérable de notre défense. Mais il est trop certain aussi, — disons-le, en passant, — que ce fut une faute de notre part que de faire garder le vaincu par des noirs ou des jaunes. Etions-nous donc à ce point épuisés qu'il nous fallait recourir à des hommes de couleur pour remplacer nos soldats? Ou bien voulions-nous infliger cette suprême humiliation à un peuple si furieusement raciste de le faire surveiller et tenir en respect par des races qu'il considère comme inférieures?...

Dans ce gâchis, qui pouvait paraître

irréremédiable, aucun homme d'Etat de premier plan. Pas de chef, pas de sauveur en perspective. Hitler, qui assiste à cette débâcle, sent approcher la faillite définitive du pangermanisme. En Autriche, dans ce pays fait de pièces et de morceaux, il a pu mesurer le danger du chaos racial. Pour lui, pas l'ombre d'un doute. Parmi toutes ces nationalités secondaires en concurrence, c'est l'Allemand qui doit être le Chef, comme le plus dynamique, le plus intelligent, le plus organisateur. A tout prix, il faut sauver le germanisme. En France, on s'étonne que ce soit un Autrichien qui ait assumé cette tâche. On considère Hitler comme étranger à l'Allemagne, oubliant que l'Autriche a toujours fait partie de l'Allemagne, qu'elle a été pendant des siècles le siège du Saint-Empire romain - germanique. Nous oublions surtout que le sens national est plus exalté chez les hommes des marches que

chez ceux de l'intérieur. J'ai entendu des Wallons belges se proclamer plus français que les Français de France et rappeler que Jeanne d'Arc était venue des marches de Lorraine.



En présence de la débâcle allemande, quelles pouvaient être les réactions d'un ancien soldat, comme Hitler, d'un prolétaire qui a vu de près le monde ouvrier et qui est, en même temps, un nationaliste et un pangermaniste d'une foi ardente?

La tâche urgente qui, à ses yeux, s'impose, c'est de s'opposer par tous les moyens au séparatisme et, d'une façon générale, à tout ce qui est international, par conséquent au marxisme, forme la plus agissante de l'internationalisme. Après cela, refaire l'unité et la cohésion

du Reich, lui rendre, avec sa liberté, son rang de grande nation européenne, et, pour arriver à ce but, éluder ou rejeter les clauses les plus assujettissantes du traité de Versailles.

Pour cela, il faut un homme, un chef. Il est peu probable que Hitler ait vu d'emblée que cet homme serait lui. Un chef ne se révèle à lui-même que petit à petit. Il lui faut le concours des circonstances et des chances favorables. Mais ce qu'il a vu tout de suite, c'est la nécessité de créer un parti, qui s'oppose au séparatisme, comme à l'internationalisme et à l'exécution stricte des traités. Il a la bonne fortune de trouver ce parti à l'état embryonnaire. Il existe, en effet, à Munich, au lendemain de la guerre, un « Parti ouvrier allemand », auquel il ne tarde pas à s'affilier. Ce parti ne compte encore qu'un très petit nombre de membres. Comment le développer, au point qu'il devienne un

grand parti national, capable de supplanter le marxisme? Où trouver des alliés? Hitler et ses amis se séparent résolument de la social-démocratie. D'autre part, ils estiment que l'ancien régime impérial n'est plus possible. Et, pourtant, ils sont bien forcés de convenir que cet ancien régime avait du bon. S'ils réproouvent sa diplomatie et ses alliances, ils en admirent la stabilité gouvernementale, due à la présence et à l'action d'un chef unique. Ils regrettent son armée et la puissante armature de son organisation. L'idéal lointain, c'est de refaire cette armée, de resserrer la centralisation dans les cadres administratifs, c'est enfin de réduire le parlement à son rôle consultatif, en renforçant l'autorité et les pouvoirs du chef de l'Etat.



Mais sur qui compter pour réaliser ce programme?

Les intellectuels sont inopérants. Un parti dirigé par des gens de lettres est voué à l'impuissance. L'action même du grand écrivain ou du grand penseur est beaucoup plus restreinte qu'on ne le croit. Et, pour se traduire dans les faits, elle a besoin de passer dans des mains plus énergiques que celles de l'homme de pensée. Il ne suffit pas de penser juste pour avoir une influence politique. On pourrait même affirmer sans paradoxe, que cette justesse de la pensée est un obstacle à sa diffusion : elle doit se fausser, jusqu'à un certain point, pour agir sur les masses, lesquelles se soucient fort peu de penser juste. Pour conquérir le pouvoir, les intellectuels sont de mauvais compagnons. Il faut la

complicité des masses. Or, lorsque Hitler s'affiliait au Parti ouvrier allemand, les masses étaient presque totalement enrégimentées par la social-démocratie marxiste. C'était donc tout un formidable retournement à opérer.

L'unique moyen efficace était de prendre contact directement avec elles, de leur parler, de leur montrer, avec la figure d'un chef, un avenir moins sombre et une vie matérielle moins dure. L'essentiel est d'agir par la parole, d'être un orateur populaire. Je ne sais si Hitler a perfectionné l'éloquence, s'il a ajouté quelque chose à la pratique ou à la technique des réunions publiques. En tout cas, il est un véritable orateur populaire et il a fait appliquer avec une rigueur inflexible les règles de la réunion publique. Il est convaincu que ce que l'on dit, dans ces endroits-là, n'a qu'une importance secondaire. La grande affaire, c'est la façon de le dire.

La chose principale, c'est d'émouvoir. Et on ne peut émouvoir les foules que par des mirages de vengeance, de mieux-être, de félicités matérielles, ou en surexcitant l'instinct de race ou l'orgueil national. Aucun interrupteur ne doit être toléré. L'orateur du parti doit pouvoir parler. Liberté absolue pour lui, mais non pour l'adversaire. Même liberté pour les manifestations de la rue : elle est confisquée tout entière pour le parti. Les contre-manifestants, comme les interrupteurs, seront réprimés avec la dernière violence.

On reconnaît là les procédés employés depuis longtemps par les socialistes et les communistes. Hitler n'a fait que répondre à la terreur par la terreur. Ceux qui réprouvent ses méthodes doivent les réproouver également chez ceux qui lui en ont donné l'exemple. En tout cas, il les a appliquées, dès le début, avec une belle audace et une belle énergie.

En 1922, à Koburg, il organise une « Journée allemande ». Les syndicats communistes et marxistes essaient d'empêcher cette manifestation. Il passe outre à toutes les menaces, descend du train avec 800 hommes, et, musique en tête, sous les huées et les injures de l'ennemi, il traverse les rues de la ville. On ne tarde pas à en venir aux mains. Mais, après un quart d'heure de lutte, les rouges sont dispersés. Le lendemain, ceux-ci essaient inutilement d'arrêter le défilé des hitlériens qui se rendent à la gare. Finalement, ils veulent empêcher le train de partir. Hitler a, dans ses troupes, des mécaniciens capables de conduire le convoi. Non seulement il leur donne l'ordre de remplacer les mécaniciens rouges, mais, en prévision d'un attentat en cours de route, il annonce qu'il va prendre, parmi les chefs communistes, des otages qui partageront avec les nationaux-so-

cialistes les dangers du voyage. Cela suffit pour calmer les vellétés de résistance. Le train part et arrive sans encombre à Munich...



Avec les manifestations et les réunions, la propagande par l'affiliation et surtout par la presse. Mais la presse n'est pas libre : « Un journal, c'est des affaires! » comme disait cyniquement le commanditaire d'un de nos grands quotidiens. Un journal est toujours au service de quelqu'un ou de quelque chose. Le national-socialisme allemand doit avoir le sien. Et cela d'autant plus que la presse allemande est, en grande majorité, aux mains des Juifs et par conséquent inféodée au marxisme. L'action de la presse elle-même est inefficace, si l'on ne vient à bout des orga-

nisations de l'ennemi. Or, celles de la social-démocratie sont extraordinairement puissantes. La seule façon de les détruire, c'est de les envahir clandestinement, d'y introduire des cellules de décomposition, jusqu'au jour où elles seront conquises. De même pour le parlementarisme. Le parti national hitlérien doit s'efforcer d'entrer au parlement jusqu'au jour où il pourra le renverser et le supprimer. Cela non plus n'était pas neuf. C'est encore la tactique employée par nos socialistes et nos communistes. Mais la méthode n'est rien. Le succès dépend uniquement du chef.

Le chef! Il n'est pas nécessaire qu'il ait du génie. Ce qu'il lui faut, c'est de l'énergie, de la persévérance, de l'audace surtout. Il ne doit pas avoir peur de se défendre. Un chef, comme un régime, qui ne sait plus se défendre est perdu. Et ce n'est pas assez de la dé-

fense sans l'offensive. Un chef doit savoir attaquer, porter la terreur et la déroute dans les rangs de l'ennemi. Une certaine rudesse, avec une certaine promptitude de décision, lui est nécessaire. D'où l'infériorité dans l'action des intellectuels et des gens de lettres qui ne savent pas saisir l'occasion, qui sont arrêtés par une foule de scrupules, qui hésitent toujours, parce que, au fond, ils ont horreur de l'action. Energique et prompt, si le chef veut connaître la grande popularité, il sera, en outre, désintéressé. Il offrira l'exemple d'un dévouement absolu à la chose publique. Tout le monde saura qu'il a fait le sacrifice de sa vie, qu'il est prêt à la donner pour l'Empire... On saura sans doute aussi qu'il s'appuie sur toutes sortes d'amitiés, ou de « philies » comme on disait dans les républiques antiques, qu'il a pour lui une chance mystérieuse et enfin une foule de col-

laborateurs plus ou moins obscurs. Mais on saura également qu'il est une volonté et que, quelles que soient les influences qu'il subit, il a le ferme propos de gouverner par lui-même, de diriger les événements et de dominer une situation dans la mesure où c'est possible à une volonté humaine.

III

L'IDÉOLOGIE DU PARTI
NATIONAL-SOCIALISTE

III

L'IDÉOLOGIE DU PARTI NATIONAL-SOCIALISTE

De même que, dans l'ascension de Hitler, nous n'avons considéré que les étapes principales et les directives essentielles, de même, dans l'idéologie de son parti, nous ne considérerons que les idées réellement représentatives, celles qui sont entrées dans la pratique et qui semblent appelées à un avenir. Nombre d'idées accessoires paraissent d'ores et déjà abandonnées, ou mises en réserve pour des temps plus propices.

Dès 1920, le Parti national ouvrier allemand avait un programme arrêté,

dont il fut donné lecture au cours d'une grande manifestation qui eut lieu, cette année-là, à Munich. Dès cette époque, le Parti réclamait pour l'Allemagne l'égalité des droits avec les autres nations : c'est cette *gleichberichtigung* autour de laquelle on a fait tant de bruit, chez nous, ces derniers temps. Quand les esprits se seront calmés, on ne comprendra plus que cette question ait fait tout ce tapage. De deux choses l'une : ou une nation est esclave et la question de ses droits ne se pose pas, ou elle est une nation libre et elle a les mêmes droits que toutes les autres. C'est à vous de la réduire à la totale sujétion, ou de prendre les mesures que comporte la liberté que vous lui laissez. Quand on ne se décide ni à l'un ni à l'autre parti, on se couvre de ridicule en récriminant.

Et, dès cette époque-là aussi, le Parti avait réclamé l'abolition des traités de Versailles et de Saint-Germain. Il exi-

geait la restitution des anciennes colonies allemandes, ou le droit d'en acquérir de nouvelles. Avec cela, il posait le principe de nationalisation à outrance: les droits civiques refusés aux non-Allemands, la presse et les fonctions libérales, ouvertes aux seuls Allemands de race. Abolition de tout revenu ne provenant pas du travail. Participation des travailleurs aux bénéfices. La presse soumise au contrôle de l'Etat. Liberté de conscience, liberté de tous les cultes, à condition qu'ils ne portent pas atteinte au sentiment national allemand. Reconnaissance de la propriété privée, mais seulement jusqu'à un certain point: une capitalisation intensive et abusive irait contre l'autorité et la liberté de l'Etat. Etatisation des sociétés ou compagnies industrielles et financières existantes. L'Etat ne doit pas avoir à compter avec les banques. Tout Allemand indigent aura droit à une pension convenable à

partir d'un certain âge, ou en cas d'invalidité. Enfin création d'une armée de métier, retour au service militaire obligatoire pour tous. Lutte contre le marxisme et contre les Juifs qui le soutiennent...



Inutile de dire que ce programme n'a pu être complètement appliqué. Ce qui s'en dégage, c'est la volonté du relèvement national et la volonté de donner satisfaction aux revendications prolétariennes, ce dernier résultat étant subordonné au premier. Mais surtout, ce qui domine, ce qui est l'essentiel de ce programme, c'est la croyance que *la volonté*, — la volonté allemande, — peut tout ce qu'elle veut. En 1934, à Nuremberg, le mot d'ordre du « Reichsparteitag » était : « *Triomphe de la volonté* ».

Belle leçon pour les peuples dont la volonté est débile. Déjà, à la fin du dernier siècle, Nietzsche classait les peuples d'après le degré de leur volonté nationale : les Allemands venaient en tête et, après eux, chose surprenante, les Russes, puis les Corses et les Espagnols. Nous étions au plus bas degré de l'échelle. En tout cas, cette foi dans la toute-puissance de la volonté est quelque chose de profondément allemand. Le culte de l'action chez Goethe n'est, au fond, que le culte de la volonté. Et c'est toujours la volonté qui est à la base de la philosophie d'un Schopenhauer, — la volonté, réalité unique, réalité primaire, tandis que l'intellect n'est que secondaire.

Ainsi la volonté allemande de relèvement diffère profondément de notre idée française de la Revanche, autant que l'hitlérisme peut différer du déroulédisme. Pour nous, il ne s'agissait que

de battre l'ennemi après avoir été battu par lui : question d'effectifs et d'armements. Pour Hitler, il s'agit de refaire la nation, du haut en bas. C'est non seulement la « réforme intellectuelle et morale » que demandait Renan, au lendemain de nos désastres, c'est aussi la réforme sociale et politique, la réforme totalitaire, qui est, en réalité, une grande révolution nationale.



Refaire la nation et la refaire plus forte qu'elle n'a jamais été : voilà le problème.

Mais la nation est entourée d'ennemis, — ennemis extérieurs et ennemis intérieurs. Ces derniers sont les plus dangereux, et, parmi eux, le plus dangereux de tous, parce qu'il a su mettre

la main sur les masses et qu'il dispose de formidables moyens d'action et de propagande, c'est le marxisme international, le marxisme au service de la finance internationale, le marxisme qui travaille pour cette finance internationale, en ruinant l'économie de toutes les nations.

Sous couleur de travailler à la libération du prolétariat universel, le marxisme ne travaille en réalité que pour une seule nation, ou une seule race hégémonique. Et sous couleur de défendre le prolétariat universel, il ne défend en réalité que le travailleur manuel : il laisse en dehors de la Cité, où il écrase sauvagement les valeurs intellectuelles et morales. Ce n'est plus du socialisme, c'est de la tyrannie de classe. La société humaine ne vise plus à admettre tous les hommes. Elle rétablit, au profit de l'humanité la plus inférieure, le régime des castes. C'est le renversement de l'or-

dre naturel, un défi stupide à la raison, comme à la justice.

Dans tous les pays où il s'introduit, le marxisme est un instrument de division et d'affaiblissement national. Et, à cet égard, on ne peut pas s'empêcher de remarquer qu'il sert admirablement la vieille tactique, la tactique millénaire d'Israël qui consiste à affaiblir ses adversaires et à diviser pour régner. Cela explique l'attitude délibérément hostile prise par l'opinion allemande contre les Juifs et contre le marxisme, cette doctrine d'origine juive étant considérée comme un moyen secret de domination aux mains de la finance juive internationale. Et nous voici amenés à la question brûlante que l'Allemagne prétend résoudre définitivement, et par des procédés radicaux : celle du racisme et de l'antisémitisme.

Disons tout de suite qu'il est difficile à des étrangers de se rendre compte des

raisons qui ont poussé l'hitlérisme à adopter des mesures aussi générales et aussi rigoureuses. Nous ne comprenons pas que la totalité d'un peuple ou d'une race soit rendue responsable des méfaits de quelques-uns, ou qu'une minorité soit châtiée pour les méfaits ou les tendances dangereuses du plus grand nombre. Nous estimons que des mesures spéciales de protection ou de surveillance suffisent pour empêcher une catégorie de citoyens de former un Etat dans l'Etat. Vu du dehors, l'antisémitisme germanique apparaît comme une grande iniquité.

Cette réserve faite, voyons comment la question se pose pour les Allemands.

On jette, disent-ils, feu et flamme contre le racisme germanique. Toutefois, personne ne songe à dénoncer le racisme américain, ou hindou, ou chinois, ou japonais, ce qu'on appelle le préjugé pour ou contre les races de cou-

leur. Mais les races ont le droit de se défendre, surtout les races supérieures et il en est, c'est même le plus grand nombre, qui paraissent vouées à une perpétuelle infériorité, comme capacité de civilisation. Ajoutons que la race n'est point, — comme l'a admis trop facilement Gobineau, — une chose avant tout physiologique, mais un complexe d'aptitudes ou de tendances morales ou intellectuelles plus ou moins influencées par le milieu ou l'hérédité. En fin de compte, Gobineau n'était pas loin de voir dans la race le phénomène, ou la manifestation d'une entité métaphysique, laquelle peut se réaliser indépendamment des conditions d'hérédité ou de milieu. Quoi qu'il en soit, Israël a été et reste encore, en majorité, le type du raciste intransigeant, qui n'admet aucun mélange avec l'étranger, ou qui ne l'admet que pour dominer plus sûrement et plus complètement la race à

laquelle il s'allie. La transmission de certaines qualités physiologiques est chose secondaire. L'essentiel est d'imposer un certain caractère, une certaine mentalité. On a dit plaisamment que tout jeune Juif est né agrégé de l'Université. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils ont la prétention de faire la leçon à l'univers. Le grand argument juif est : « Comment un homme intelligent comme vous ne pense-t-il pas comme moi? »

On s'explique dès lors l'attitude du racisme allemand à l'égard d'Israël. Ce sont deux racismes également intransigeants qui s'affrontent. Et, d'autre part, Hitler et ses partisans ne pouvaient pas ignorer ce fait que tous leurs ennemis, — social-démocrates, communistes et bolchevistes, — comptent dans leurs rangs un très grand nombre de Juifs. De là à déclarer que tous ces partis révolutionnaires sont inspirés, soutenus

et commandités par les Juifs, il n'y avait qu'un pas. Et enfin l'hitlérisme ne pouvait pas non plus ignorer que le Juif, démolisseur des nationalités étrangères, n'a jamais pu fonder une nation, qu'il est absolument dénué d'esprit politique et que cependant il aspire à diriger la politique universelle. Or, cet impérialisme est l'allié naturel de l'impérialisme bolchéviste, s'il ne se confond pas avec lui.

Telles sont les raisons qui, pour les Allemands, justifient leur antisémitisme. En somme, sous le nom des Juifs, c'est le bolchévisme qu'ils combattent.



Quand les Allemands disent qu'ils n'ont pas de plus grand ennemi — que l'Europe n'a pas de plus grand ennemi — que le bolchévisme, je suis certain

qu'ils sont sincères. Et, quand ils soutiennent que leur national-socialisme a sauvé l'Europe de l'invasion bolchéviste, ils exagèrent à peine.

Dans son dernier grand discours, Hitler a nettement marqué en quoi le national-socialisme s'oppose au bolchévisme. Il est bon d'y insister et de souligner fortement sa pensée exacte, parce qu'elle est constamment dénaturée par notre presse et parce que c'est, chez nous, un procédé de polémique que de déclarer que l'hitlérisme et le bolchévisme se ressemblent si fort qu'ils sont tout près de se confondre :

« Le national-socialisme, dit Hitler, est une doctrine qui ne concerne exclusivement que le peuple allemand. Le bolchévisme, au contraire, proclame qu'il a une mission internationale...

« Le bolchévisme prêche la lutte internationale des classes, la révolution

internationale et mondiale, par les procédés de la terreur et de la violence.

« Le national-socialisme combat pour la conciliation et l'égalisation logique des antagonismes vitaux et pour la solidarisation de tous en vue de réalisations communes...

« Il n'attribue aucune valeur à une suprématie théorique de la classe ouvrière. En revanche, il attribue d'autant plus de prix à l'amélioration pratique des conditions de vie et du niveau d'existence de cette classe...

« En tant que nationaux-socialistes, nous sommes remplis d'admiration et d'estime pour les grandes réalisations du passé, non seulement pour celles que nous retrouvons au sein de notre peuple, mais encore pour celles que nous saluons par-delà nos frontières. Nous sommes heureux d'appartenir à une communauté de culture européenne qui a marqué, dans une si large mesure, le

monde actuel à l'empreinte de son esprit.

« Le bolchévisme rejette ce passé culturel et affirme que l'histoire de la civilisation et de l'humanité n'a commencé qu'avec la naissance du marxisme.

.....

« En tant que nationaux-socialistes, nous considérons la propriété privée comme correspondant à une phase supérieure du développement économique... qui, dans l'ensemble, rend possible et garantit à tous un niveau de vie plus élevé. »

Ainsi Hitler condamne solennellement les principes essentiels du bolchévisme, et spécialement, la lutte de classes, cette idée hideuse, cette idée anthropophage, que le marxisme a répandue à travers le monde et dont il a fait l'alliée des xénophobies les plus barbares.

Il déclare enfin que, pour de vieux civilisés comme les Allemands, souscrire aux principes du bolchévisme équivaudrait à une régression honteuse, à une véritable dégradation. Le bolchévisme est le grand ennemi non seulement de tout Allemand, mais de tout civilisé.



Il est incontestable pourtant que l'étatisation totalitaire à laquelle semble tendre l'hitlérisme est aussi opposée que possible à l'individualisme français et latin. Hitler le reconnaît et il se plaint d'être obligé à cette étatisation outrancière par les circonstances et les nécessités actuelles de la lutte. De même, il se plaint de « l'autarchie », de l'état d'isolement et de défense économique auxquels se voient contraints les peuples européens. Mais c'est là, pense-t-il, un

état passager. En tout cas, le régime farouchement étatiste et autoritaire auquel l'Allemagne croit devoir se soumettre n'implique aucune hostilité à l'égard des nations voisines.

En ce qui concerne la France, Hitler répète, dans ce grand discours prononcé le printemps dernier, devant le Reichstag, qu'il a le plus vif désir de s'entendre avec elle et que, l'affaire de la Sarre étant réglée, il renonce à toute revendication territoriale. En général, le ton de ce discours est on ne peut plus pacifique, conciliant, et j'ajouterai même « démocratique » au sens où nous l'entendons. Pour tout observateur de bonne foi, il y a certainement quelque chose de changé, en Allemagne, depuis Guillaume II.

On sent, dans toutes ces déclarations, un grand désir de désarmer les haines, d'apaiser les vieilles rancunes, de rassurer l'Europe sur des intentions qui

peuvent passer pour belliqueuses. A ceux qui lui reprochent ses armements et la rupture des traités, le Chancelier répond, — et c'est son grand argument, — que les Alliés lui ont donné l'exemple de tout cela en déchirant les premiers le traité de Versailles, en se refusant à désarmer, — et il dénonce surtout les armements formidables de la Russie : « Il est inadmissible, conclut-il, qu'un groupe d'Etat présente ses armements comme un pacifique rameau d'olivier et ceux des autres comme la fourche du diable... »



Nous n'avons pas à nous demander ce qui se cache sous ces perpétuelles protestations pacifiques. Elles peuvent être parfaitement sincères : elles en donnent même l'impression. Mais, malgré tout, il reste évident aussi que l'Allemagne de

Hitler, pas plus que celle de Guillaume II, n'a renoncé au culte salutaire de la force : qu'on appelle cela dynamisme, volonté, ou force, c'est toujours la même chose.

Nos voisins pensent toujours de même. Ils pensent qu'on doit s'attendre perpétuellement à être attaqué. Si vous n'attaquez pas vous-mêmes, vous serez attaqués. Si vous ne voulez pas être écrasés, vous devez prévenir l'ennemi et être dix fois plus forts que lui. Ne vous flattez pas de l'illusion que vous pouvez vivre tranquilles, en paix avec tous vos voisins. Vous voulez vous reposer, jouir de la fortune acquise. Vous n'avez plus aucun désir de gain, ou de conquête. Vous êtes satisfaits et repus. Le voisin ne l'est pas. Lui, il n'a aucune envie de se reposer. Vous ne pouvez pas vous croiser les bras, autrement vous serez supplantés par ceux qui sont avides, par ceux qui considèrent l'action comme le

signe même de la vie et la guerre comme l'état naturel de l'humanité.

Ne dites pas que c'est là un état barbare, un stade désormais dépassé. Les nations qui vous entourent sont toujours dans cet état-là. Songez au panier de crabes balkanique! Et qu'est-ce que c'est que ce « dynamisme », dont certains se vantent? La Russie est « dynamique », l'Italie aussi, le Japon encore plus. Pourquoi l'Allemagne ne serait-elle pas « dynamique », comme tous les peuples qui croient avoir un grand avenir devant eux? De même qu'il y aura toujours des pauvres et des affamés, il y aura toujours des violents. La règle morale ne peut qu'atténuer les effets de la violence, mais non la supprimer.

Et voilà comment le Reich s'est remis sur le pied de guerre et comment il a refait son armée d'autrefois. Il prétend ne vouloir attaquer personne : il se borne à se faire respecter, à défendre

une liberté chèrement reconquise. Mais il faut toujours s'attendre à une attaque du dehors et la devancer, si possible. Voilà le fond de l'hitlérisme : défendre la liberté allemande. Cette dernière année 1935, à Nuremberg, le mot d'ordre du parti était : Liberté.

N'en doutons pas, cette liberté-là est redoutable pour tous les voisins de l'Allemagne. Soyons sûrs que celle-ci n'hésitera pas à en user, dès qu'un intérêt vital pour elle, ou la certitude de vaincre, le lui conseillera.

IV

QUELLE PEUT ÊTRE
NOTRE ATTITUDE A L'ÉGARD
DE L'HITLÉRISME

IV

QUELLE PEUT ÊTRE NOTRE ATTITUDE A L'ÉGARD DE L'HITLÉRISME

Il y en a une, qui est celle de la majorité de la presse et de l'opinion française — et qui est faite de sottise, d'incompréhension et de peur. Attitude hargneuse, jalouse, chicaneuse, parti pris absurde de nier l'évidence, refus de voir les choses telles qu'elles sont. Tout récemment, un homme d'Etat allemand me disait, non sans une maligne ironie :

— Que c'est étrange ! Vous êtes les vainqueurs, et c'est vous qui nous en voulez !...

Evidemment, nous ne sommes pas chevaleresques. Mais nous avons peut-

être de bonnes raisons pour cela, — des raisons que nos voisins oublient trop : notre sol envahi, des millions de morts, notre peuple décimé, des destructions et des atrocités encore inouïes dans les annales des guerres, — enfin l'intention hautement affichée de nous humilier, de nous casser les reins à tout jamais : de toutes les injures subies, c'est peut-être celle-là qui est la plus cuisante et la plus inoubliable.

A cela les Allemands répondent par les chiffres de leurs morts, les milliards des réparations imposées, les souffrances du blocus et de la famine, l'occupation d'une partie de leur territoire et cela pendant dix ans : humiliations pour humiliations, ils n'ont rien, disent-ils, à nous envier. Et, quand nous leur reprochons d'avoir été responsables de la guerre, ils nous rejettent cette responsabilité. Qui nous départagera ? Il est certain que cette guerre, nous ne

l'avons jamais voulue. Pouvions-nous même la refuser, quand on nous l'imposait? Nous restons fermes sur notre point de vue. Mais les Allemands restent non moins fermes sur le leur. En dépit de nos protestations, ils estiment que nos alliances, purement défensives selon nous, étaient une menace pour eux, étant donné que nos alliés nous entraîneraient ou nous obligeraient à marcher (ce qui a été confirmé par l'événement), étant donné surtout notre refus de toutes relations amicales avec eux depuis 1870, notre rancune persévérante de notre défaite et, sous le nom de Justice immanente, notre espoir secret d'une occasion favorable qui nous permette de reprendre notre bien, sans tirer l'épée. Voilà ce que pensent les Allemands : ils sont convaincus que les responsabilités de la guerre doivent être partagées par tous les belligérants.

Non seulement nous leur en voulons

de nous avoir déclaré la guerre, mais de n'avoir pas été suffisamment vaincus par nous. Nous leur en voulons de leur relèvement rapide, — que nous n'avons pas su ou que nous n'avons pas pu empêcher, — et nous leur en voulons enfin d'avoir déchiré des traités, qui leur ont été imposés par la force. C'est ce que nous appelons leur « mauvaise foi ». Ah ! que n'avons-nous déchiré de la même façon le traité de Francfort!... Ce faisant, ils ont reconquis leur rang de peuple libre, ils sont redevenus une grande puissance militaire. Au lieu d'envisager un tel fait avec le sérieux qu'il comporte et de régler notre conduite en conséquence, nous nous livrons à de vaines fanfaronnades, nous refusons d'entrer même en simple conversation avec notre ancien ennemi par on ne sait quelle folle terreur de ses manigances. Et, comme c'est un moyen vraiment bien commode d'assurer notre

sécurité, nous comptons sur nos autres voisins pour s'en charger. Nous signons des pactes avec Pierre et Paul, nous en signerons bientôt avec le monde entier, sans savoir quelles garanties ils nous offrent. Nous lisons gravement dans nos journaux que la coalition des peuples pacifiques, des peuples de bonne volonté, saura bien forcer l'Allemagne à rester tranquille. Mais où sont-ils ces peuples pacifiques? Serait-ce la Russie, par hasard? Je ne veux prononcer aucun nom après celui-là. Mais l'Europe presque tout entière est un vaste guêpier en effervescence. Il n'y a pas, en Europe Centrale, un seul pays qui soit content de son sort ou qui se sente en sécurité. Alors, de quel front nous parler de la coalition des peuples pacifiques? Est-il possible de se repaître de pareilles billevesées!...

Tout cela n'a pas le sens commun. Nous ne pouvons pas continuer à pren-

dre avec l'Allemagne des airs pincés de gens qui ne veulent rien savoir, affecter de nous draper dans notre dignité et nous en remettre, pour tout le reste, à une pactomanie ridicule. Cela est d'autant plus incompréhensible que ce sont les Allemands eux-mêmes, les vaincus d'hier, qui font le premier pas et qui nous tendent la main. Dans notre intérêt le plus élémentaire, dans l'intérêt de la paix de l'Europe, nous ne pourrions pas nous dérober longtemps à ces avances. A bref délai, il faudra dire oui ou non.



Nous disons : non?... Je le veux bien. Mais alors voyons les conséquences.

Sommes-nous prêts à recommencer encore une fois une lutte absurde, une lutte épuisante, qui est une égale cala-

mité pour les deux adversaires? Je ne veux rien dire d'offensant pour mon pays, qui ne le mérite pas. Je suis bien assuré que la France est toujours capable de tous les héroïsmes et de tous les dévouements, de faire face aux situations en apparence les plus désespérées. Elle l'a prouvé maintes fois au cours de la dernière guerre. Et il est certain aussi qu'elle renferme des ressources, peut-être insoupçonnées de l'adversaire, en hommes et en argent. Grâce à notre empire colonial, nous rétablissons l'égalité numérique avec l'ennemi, nous le dépassons, et de beaucoup, dans le domaine économique. Mais, tous ces avantages sont stérilisés par le régime déprimant que nous nous sommes donné : gabegie, imprévoyance, manque d'organisation, faiblesse de nos effectifs et, par-dessus tout, démoralisation du pays. Ne considérons que les effectifs en présence. Je

laisse à nos autorités militaires compétentes la responsabilité des chiffres qu'elles alignent dans de désolantes études. Je veux croire qu'elles exagèrent pour les besoins de la cause, pour stimuler l'aveugle inertie gouvernementale. Je suis convaincu que la France reste toujours une puissance militaire de premier ordre et que c'est toujours une grave affaire que d'essayer de la réduire. Mais il faut bien reconnaître, hélas! que notre instabilité gouvernementale et notre défensive toujours insuffisante risquent de nous mettre, dès le début, en état d'infériorité. On conçoit que je ne puisse pas dire ici tout ce que je pense : un tel sujet est profondément douloureux pour un Français.

Ainsi, d'après nos écrivains militaires, nous voilà devant une armée deux fois plus forte que la nôtre et supérieurement outillée. Pouvons-nous compter

au moins sur des alliés pour réparer l'inégalité numérique? On a vu l'Angleterre à l'œuvre en 1914. Elle n'est pas du tout une puissance militaire. Elle n'a pour elle que le prestige de son empire d'outre-mer et sa force navale, qu'il serait puéril de sous-estimer. Avec elle seule à nos côtés, nous avons frôlé la défaite. L'Italie, séparée de nous par les Alpes, a assez à faire à défendre ses propres frontières. Et prenons garde que la situation n'est plus la même que lors de la dernière guerre. Le différend italo-éthiopien vient sinon de nous brouiller avec nos anciens alliés, du moins de les refroidir singulièrement à notre égard. Dans quelle mesure pouvons-nous espérer leur appui? Et cela suppose, en outre, que l'Italie, froissée de notre adhésion aux sanctions de Genève, ne se sera pas réconciliée sur notre dos avec l'Allemagne.

Après cela, pouvons-nous tabler sé-

rieusement sur la Petite Entente, laquelle est travaillée, çà et là, par d'importantes minorités germaniques et dont il est à craindre que les territoires les plus découverts soient envahis avant même la déclaration de guerre? Que feront, en pareil cas, la Pologne, la Hongrie, l'Autriche, la Bulgarie? Il est infiniment probable que tous ces pays se rangeraient aux côtés de l'Allemagne, surtout si une agression de celle-ci contre la France déclençait automatiquement l'entrée en campagne de la Russie. La Yougoslavie reste douteuse. Mais c'est surtout la valeur militaire, la capacité de résistance de ces nationalités hybrides qui reste hypothétique. En ce qui concerne la Russie, l'efficacité de son intervention est, elle aussi, extrêmement discutable, ne fût-ce qu'en raison de son éloignement des frontières allemandes. Enfin nos chefs militaires les plus écoutés font de formelles réserves

au sujet de cette colossale armée bolchéviste dont on nous étourdit les oreilles. Mettons les choses au mieux : admettons la défaite allemande et le triomphe d'une coalition franco-russo-balkanique. Alors, c'est la bolchévisation complète de l'Europe. Est-ce cela que vous voulez?

Je ne puis pas comprendre qu'un civilisé hésite un seul instant devant la réponse. N'importe quoi, plutôt que de subir un pareil régime, une pareille dégradation!



Au contraire, pour écarter le danger d'une conflagration comme celle-là, avec les répercussions sociales épouvantables qui s'ensuivraient, nous consentons à causer avec nos voisins, en dehors du Saint-Office de Genève, qui

n'est que l'instrument des puissances occultes que l'on sait; nous essayons d'établir entre eux et nous, sinon des relations de mutuelle confiance, du moins d'intérêt bien entendu?...

Mais d'abord cela ne nous oblige à rompre aucune de nos amitiés. L'Angleterre a assez témoigné son désir d'entente avec l'Allemagne. De son côté, l'Allemagne ne manque aucune occasion d'affirmer un égal désir d'entente avec l'Angleterre et avec la France. Il y a quelques mois, à Nuremberg, un des familiers du Führer me répétait que tel est bien l'objectif de la politique allemande et que celle-ci emploierait un effort persévérant à le réaliser.

D'autre part, un règlement de compte, voire un rapprochement avec l'Allemagne ne suppose nullement que nous allons lui livrer nos cœurs et nos esprits. Nous savons trop ce qui nous sépare et que ces différences essentielles sont ir-

réductibles. Voilà si longtemps que nous nous étudions, — que nous nous épluchons, — que toute surprise à cet égard semble bien impossible. Il est entendu aussi que la culture germanique ne peut ni ne doit éliminer la nôtre, — et réciproquement. Dans le discours que je citais tout à l'heure, Hitler a eu soin de dire : « Nous sommes heureux d'appartenir à une communauté de culture européenne qui a marqué, dans une si large mesure, le monde actuel à l'empreinte de son esprit. » Et quant à l'hitlérisme lui-même, il a eu soin également d'affirmer ceci : « Le national-socialisme est une doctrine qui ne concerne, exclusivement, que le peuple allemand. Le bolchévisme, au contraire, proclame qu'il a une mission internationale... »

Et il ne s'agit pas non plus de nous réduire au rôle de « brillant second », à moins que, par pusillanimité, par une

méconnaissance désolante de notre valeur et de toutes nos ressources, par un refus incompréhensible de les mettre en œuvre, nous n'acceptons ce rôle subalterne, lequel serait pour nous des plus dangereux. Un de nos diplomates de 1914 me disait récemment : « Faites attention ! Si vous cédez tant soit peu à l'Allemagne, vous allez vous trouver dans la situation de l'Espagne vis-à-vis de la France, au temps de Napoléon. On vous demandera d'abord la neutralité, puis des emprunts, des contributions en argent, finalement la coopération armée. On vous entraînera dans les pires aventures. » Evidemment, si nous considérons une entente avec l'Allemagne comme un mol oreiller de sécurité et de paresse, si nous nous contentons du moindre effort. Une pareille entente ne se comprend que d'égal à égal, que si nous sommes bien résolus non seulement à user de toute notre force, mais

à l'intensifier. En aucune façon, nous ne pouvons nous croiser les bras. Si nous faisons un grand effort, il faut que cet effort soit dépensé au mieux de notre intérêt. Les Allemands eux-mêmes nous adjurent, au lieu d'offrir nos services à tous les peuples de l'Europe et du monde, de servir tout simplement l'intérêt français.

Mais il est clair que, pour cela, il nous faut un gouvernement national et non une délégation de l'étranger. Il faut que la France soit résolument la France et non une pétaudière radicale-socialiste ou une chiourme maçonnico-bolchéviste. Est-il encore temps pour elle de se ressaisir? Jamais la situation n'a été plus grave, pour nous comme pour tout le reste de l'Europe. Nous voici, encore une fois, sous la menace de la guerre et au bord de l'esclavage. Comment ne pas méditer, pour nous en faire l'application, cette phrase que Rodolf Hess,

un des lieutenants du Führer, adressait naguère à ses compatriotes : « *Puisse le peuple allemand ne jamais oublier ce que cela signifie pour une nation d'avoir perdu sa liberté, et combien il est difficile de la reconquérir!... »* »



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	11
I. — Comment j'ai vu Hitler	35
II. — Comment on devient un dictateur	65
III. — L'idéologie du parti national-socialiste ¹	81
IV. — Quelle peut être notre attitude à l'égard de l'hitlérisme	105

VERIFICAT
2007



VERIFICAT
2017

1. Voir à ce sujet : *Les Mémoires de Hitler et le programme national-socialiste*, par O. Scheid. Paris, Perrin.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE
E. RAMLOT ET C^{ie}
52, AVENUE DU MAINE
POUR LES
ÉDITIONS FAYARD ET C^{ie}
18, RUE DU SAINT-GOTHARD
PARIS

VERIFICAT
2017